



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS
UNITÉ PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Madame Patricia GUILBAUD
Téléphone : 02 54 60 38 11
Mél : patricia.espeil@indre.gouv.fr

CHATEAUROUX, LE 28 MAR. 2011

Monsieur Gilbert BEGUE

Lieu-dit "Brandes du Four de la Verrie"

36700 CLERE-DU-BOIS

Objet : Déclaration ICPE
Réf. Règl. : Code de l'Environnement
Livre I Titre V
PJ : 2 récépissés + prescriptions

Monsieur,

Vous m'avez adressé le 10 mars 2011, un dossier de déclaration au titre des installations classées, en vue de la création d'une unité de stockage de céréales et oléagineux, Lieu-dit "Brandes du Four de la Verrie", sur la commune de CLERE-DU-BOIS.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, un récépissé de déclaration assorti des prescriptions que vous devez strictement respecter.

Je vous signale que je transmets un exemplaire de ce récépissé et de votre dossier, à la mairie de CLERE-DU-BOIS afin qu'ils y soient archivés et puissent être éventuellement consultés par toute personne intéressée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur
Pour le Chef du service
de la protection des population
Le Chef de l'unité
protection de l'environnement


Maurice COUBLE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS
Unité Protection de l'environnement

Affaire suivie par : Madame Patricia GUILBAUD
Téléphone : 02 54 60 38 11
Mail : patricia.espeil@indre.gouv.fr
Dossier N° : 2760

Installations classées
pour la protection de l'Environnement

ETABLISSEMENT SOU MIS A DECLARATION

LE PREFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'Environnement, notamment Titre I Livre V articles R 512-47 à R 512-74 ;

Vu l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement qui constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées et en particulier la rubrique n° 2160 1° b)

Vu la demande reçue à la DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS , le 10 mars 2011

DONNE RECEPISSE

À Monsieur Gilbert BEGUE, de sa déclaration en date du 10 mars 2011, en vue de la création d'une unité de stockage de céréales et oléagineux, Lieu-dit "Brandes du Four de la Verrie" sur le territoire de la commune de CLERE-DU-BOIS.

Le présent récépissé est délivré exclusivement au titre de la législation sur les installations classées. Il ne dispense pas le déclarant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable.

Le déclarant devra strictement respecter les prescriptions annexées.

Dans la mesure où l'une au moins des activités déclarées entre dans le champ d'application du Code de l'Environnement, article R. 511-9, l'installation déclarée est soumise à un contrôle périodique. Les modalités de ce contrôle seront réalisées conformément aux dispositions des articles R 512-55 à R. 512-60.

Toute modification concernant les conditions d'exploitation de l'installation classée devra être déclarée au préfet DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS, SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS, Unité Protection de l'environnement- Cité Administrative - Bâtiment P – BP 613 – 36020 CHATEAUROUX CEDEX.

Conformément à l'article R 512-74 du Code de l'Environnement, la déclaration cesse de produire ses effets lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf en cas de force majeure.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, cette décision est susceptible d'être déférée au tribunal Administratif de Limoges, par des tiers, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de Son affichage et par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Châteauroux, le

28 MAR 2011

Le Directeur

Pour le Chef du service
de la protection des population
Le Chef de l'unité
protection de l'environnement



Maurice COUBLE

**DECLARATION DU BENEFICE DES DROITS ACQUIS
D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R513-1 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

CENTRE OUEST CEREALES

LES BRANDES DE LA VERRERIE

36700

CLERE DU BOIS

Départements concernés :

Communes concernées :

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : NON
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : NON
- une installation classée relevant du régime de déclaration : OUI

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet du bénéfice des droits acquis :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2160	2-b	Silos et installations de stockage de céréales,	13936	m3	DC
4702	I-II-III-b	Engrais solides simples et composés à base d	1249	t	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : CENTRE OUEST CEREALES

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration.

Date de la déclaration du bénéfice des droits acquis : 30/06/2016

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>